



COMMUNIQUÉ UNITAIRE CHEMINOT·E·S

Paris, le 17 avril 2026

SANS RÉPONSES À LA HAUTEUR DE L'URGENCE, LA DIRECTION PORTERA SEULE LA RESPONSABILITÉ DE LA GRÈVE !

Les quatre organisations syndicales représentatives CGT Cheminots, UNSA-Ferroviaire, SUD-Rail, CFDT cheminots se sont réunies en interfédérale le 14 avril 2026.

Elles actent une rupture majeure avec la Direction qui refuse d'entendre la souffrance des cheminot·e·s, et décident d'engager le rapport de force.

Nos fédérations refusent d'accompagner la casse des conditions de travail et la fin de l'unité sociale cheminote avec la multiplication de cadres sociaux suivant les SA ou les activités !

NOUS NE VOULONS PAS D'UNE UNITÉ SOCIALE DE FAÇADE.

Depuis l'alerte solennelle du 2 avril dernier, et alors que le contexte sanitaire et social s'aggrave de jour en jour, la Direction se mure dans une indifférence qui confine au mépris. Nos fédérations ne seront plus les spectatrices de cette dérive.

Nous dénonçons avec la plus grande fermeté les agissements de véritables « baronnies » locales qui, sous prétexte d'autonomie, s'autorisent désormais à piétiner les accords collectifs et les règlements nationaux. Cette désorganisation délibérée détruit les collectifs de travail, installe une insécurité sociale et porte atteinte à nos cadres sociaux communs. Nous ne tolérerons pas que la direction morcelle le Groupe SNCF en de multiples entités avec chacune ses règles propres selon son activité (Voyageurs, Réseau, etc.), rendant inopérants les cadres communs qui font l'unité sociale du Groupe.

LE NAUFRAGE ÉCONOMIQUE ET ORGANISATIONNEL DE LA CONCURRENCE.

La stratégie de filialisation et d'ouverture à la concurrence n'est pas seulement un drame social, c'est une faillite industrielle. Après le fiasco de la sous-traitance à Réseau, un récent compte-rendu de la Commission des finances du Sénat dénonce une désorganisation systémique et une gabegie financière de la concurrence à Voyageurs. Il est inadmissible que les cheminot·e·s fassent les frais d'une idéologie dont les experts soulignent aujourd'hui l'échec et le coût exorbitant pour la collectivité.

INFLATION ET JUSTE RECONNAISSANCE DU TRAVAIL.

L'urgence sociale est aussi celle des salaires. Le contexte international de ces dernières semaines engendre une inflation galopante qui étrangle les cheminot·e·s. Nos fédérations exigent la réouverture immédiate de négociations salariales de haut niveau. Il n'y aura pas de paix sociale tant que la Direction refusera de reconnaître la valeur du travail et des qualifications des cheminot·e·s.

NOS EXIGENCES :

- Un moratoire sur les réorganisations et les suppressions de postes face à l'état d'urgence sanitaire et sociale,
- Le maintien de l'unité sociale avec application de l'ensemble des accords à tous les cheminots,
- La réouverture sans délai de négociations salariales.

En responsabilité, nos quatre fédérations ont déposé une **Demande de Concertation Immédiate (DCI)** unitaire.

Cette DCI est déposée avec la ferme intention d'appeler l'ensemble des cheminot·e·s à une grève massive si aucun engagement concret, précis et acté n'est annoncé par la Direction de l'entreprise.

Les quatre fédérations appellent à créer les conditions de l'unité la plus large dans tous les établissements et régions.

La Direction doit répondre aux exigences. Dans le cas contraire, elle portera la responsabilité d'une grève massive en juin dans l'ensemble de l'entreprise.

ENSEMBLE, DÉTERMINÉS POUR GAGNER !